



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 387 du 8 juin 2025

En réponse à la barbarie du fric, de l'exploitation, du racisme, de la guerre, notre avenir collectif, c'est la lutte pour le socialisme

Cinq semaines après le meurtre d'Aboubakar Cissé, jeune Malien musulman poignardé à mort, le 25 avril, dans une mosquée de La Grand-Combe dans le Gard, Hichem Miraoui, Tunisien de 45 ans, a été tué par balle, samedi 31 mai, dans le Var et deux de ses voisins kurdes ont échappé de peu à la mort. Contrairement au premier crime, le Parquet national antiterroriste (PNAT) a ouvert une enquête préliminaire pour « *assassinat et tentative d'assassinat en relation avec une entreprise terroriste, commis en raison de la race ou la religion* », ainsi que pour « *association de malfaiteurs terroriste criminelle* ».

Christophe Belgembe, le meurtrier, affichait ouvertement son racisme et sa sympathie pour le RN. Il avait exprimé sa haine violente sur les réseaux sociaux et dans des vidéos, « *Là, je vais sortir, je vais faire un petit carton déjà. Rien qu'en sortant de chez moi, tous les sans-papiers, les bordels, les machins, je vais me les cartonner* ». Dans une vidéo postée après son passage à l'acte, il appelle à voter pour le RN : « *Mon âme vaut plus que ces putains de bicots. L'État n'est pas capable de nous protéger, l'État n'est pas capable de les renvoyer chez eux. Jean-Marie nous l'avait dit, on serait dans la merde, on est dans la merde. Je suis pas un pro-RN, mais voilà. Si Marine ou Jordan passent pas, les mecs...* » Pour ajouter « *Les mecs comme moi, va y en avoir plein. Je suis que le premier* ». Bruno Retailleau n'a pas pu faire moins que de dénoncer ce crime « *raciste* » et « *prémédité* » découvrant que le racisme est « *un poison qui tue* ».

Quant à Marine Le Pen, elle ne pouvait pas faire moins : « *La saisie du parquet antiterroriste permettra de faire toute la lumière sur le meurtre abject d'un homme à Puget-sur-Argens dont les premiers éléments de l'enquête semblent confirmer le caractère raciste* ». Difficile de nier l'évidence, mais sans faire la moindre référence au fait que le meurtrier se revendique du RN.

Le Pen comme Retailleau, chacun en fonction de sa position, ne pouvait nier le caractère raciste du crime mais il s'agissait pour eux d'oublier sinon d'effacer leur propre responsabilité. C'est bien la propagande raciste du pouvoir comme celle du RN qui ont armé le bras de l'assassin.

Mardi dernier, le procureur et le président du tribunal de Nanterre annonçaient que le policier qui avait tué d'une balle tirée à bout portant Nahel, le 27 juin 2023, serait jugé pour « *homicide volontaire* » devant la cour d'assises. Cette décision souligne les mensonges de la police et désavoue le pouvoir ainsi que la campagne menée contre Nahel et ses soutiens, la répression policière violente contre celles et ceux qui s'étaient révolté-es dans la rue contre ce crime.

Ces faits dramatiques convergent pour mettre en accusation la politique raciste, xénophobe et sécuritaire de l'État contre la jeunesse et les classes populaires, terreau de ces crimes, et ciblent tout particulièrement celui qui aujourd'hui se fait le champion de cette politique d'extrême-droite au nom de « *la lutte contre l'islamisme* » et qui instrumentalisait le week-end dernier les violences qui ont accompagné les manifestations de joie après la victoire du PSG à Munich pour insulter les jeunes des banlieues qualifiés de « *barbares* ».

Mépris de classe, xénophobie et racisme, une même logique

Sarkozy, nouveau mentor de Retailleau, avait traité en 2005, alors qu'il était ministre de l'intérieur, la jeunesse des quartiers populaires de « *racailles* » qu'il fallait « *nettoyer au karcher* », « *Vous en avez assez, hein ? Vous en avez assez de cette bande de racailles ? Eh ben, on va vous en débarrasser !* ». C'est la même campagne de mépris de classe, xénophobe et raciste, contre les jeunes des banlieues, contre les classes populaires, qu'accentuent Retailleau et le gouvernement dans un contexte qui exacerbe les tensions sociales et politiques et en aggrave les conséquences.

« *Ceux qui, samedi soir – je le dis sans mâcher mes mots – ont gâché cette belle fête sportive, ce sont des barbares. Oui, ce sont des barbares* », a déclaré Retailleau le dimanche 1^{er} juin. En réalité « *cette belle fête sportive* », si elle était l'occasion pour les supporters de rendre hommage à leurs champions, la mise en scène qui l'avait précédée, tant sur le plan de la propagande que sur le plan policier et sécuritaire, en manipulait par avance le sens

et en anticipait le déroulement. Le risque de « *débordements* », de « *violences* », de « *pillages* » largement développé par les médias et le préfet de police de Paris plantait le décor pour justifier le déploiement de 5 400 policiers dans la capitale et les lacrymos. La joie était par avance pervertie par la politique sécuritaire du pouvoir craignant la venue des jeunes des banlieues dans le centre de Paris, les quartiers riches. Avant même la victoire du PSG, commençaient les opérations de police qui ont provoqué plus de 559 interpellations. Le simple fait que des supporters du PSG aient affiché dans les tribunes du match leur solidarité avec le peuple palestinien avec des chants, « *nous sommes tous des enfants de Gaza* », ou des banderoles, « *stop au génocide à Gaza* », était jugé intolérable.

Si les supporters souhaitaient une fête en l'honneur de leur champion, le pouvoir, Macron faisant l'éloge du milliardaire qataris président du club, la voulaient à leur gloire, à la gloire du fric et des milliardaires, de leur puissance, une situation pleine de contradictions sociales et politiques qui ne pouvait qu'engendrer heurts et violences.

Macron, Bayrou, Retailleau, les droites extrêmes à l'offensive

C'est bien la politique des voyous qui sont au pouvoir qui entretient un climat de violence, violence sociale, raciste et xénophobe, violence politique et morale, violence policière. Ils retournent leur propre échec contre celles et ceux qui en sont les victimes et fabriquent ainsi le terreau propice à l'explosion de la haine raciste jusqu'au crime. Et les incidents qui ont accompagné la victoire du PSG est pour eux l'occasion de justifier le renforcement de leur arsenal juridique répressif.

Macron, indifférent au crime, déclarait dimanche : « *Nous poursuivrons, nous punirons, on sera implacables* » et Darmanin se précipite : « *À la suite des graves incidents d'ordre public et des désordres répétés de ce week-end, une partie des condamnations pour violences, notamment commises à l'encontre de forces de l'ordre et pour destructions de biens, ne sont plus à la hauteur de la violence que connaît notre pays* ». L'extrême droite fait du zèle : « *Assez de cette violence sans fin ! Il est temps de répondre avec toute la puissance de l'Etat et de rappeler ce qu'est l'autorité à ces voyous !* » vocifère Ciotti, et Bardella en rajoute : « *Paris a été livrée aux émeutiers* ».

Le gouvernement panique, l'extrême droite surjoue la panique pour flatter les peurs de la bourgeoisie grande et petite. Ils sont certes en compétition électorale permanente, élections dont ils redoutent tous le verdict, mais leur démagogie xénophobe et raciste, sécuritaire ne se réduit pas à des surenchères électoralistes. Elle définit le fond de la politique des classes dirigeantes et de leurs serviteurs.

Ils sont en guerre contre « les barbares », les étrangers, les pauvres, les ennemis de l'intérieur qu'ils accusent de tous les maux pour s'exonérer de leur responsabilité dans la régression sociale qu'ils organisent eux.

Une action syndicale symbolique pour un vote parlementaire symbolique de la gauche avec les voix du RN !

La conjonction de crimes racistes, des attaques contre les musulmans, les arabes, provoquées par le pouvoir au prétexte de la lutte contre « l'entrisme » des Frères musulmans, la tournure prise par « *la fête* » du PSG donnent à voir un concentré du délitement de leur société.

Le nombre de chômeurs ne cesse de croître, de 4,5 % sur le trimestre et 6,4 % sur un an, soit plus de 5,7 millions de travailleur·es selon les chiffres officiels, la précarité aussi et les inégalités se creusent entre une minorité qui concentre les richesses et la majorité de la population.

La gauche parlementaire et syndicale étouffée par ses capitulations et la collaboration de classe, soucieuse de ses postes et places d'élus ou de ses intérêts d'appareil, est tellement intégrée et dominée par le système, son idéologie, qu'elle n' imagine même pas l'améliorer ou le changer, se contentant d'exprimer timidement dans le cadre institutionnel le mécontentement des classes populaires.

La journée d'action du 5 juin en a été une nouvelle démonstration, un concentré. La CGT, à laquelle la FSU s'était associée, avait saisi l'occasion parlementaire d'une résolution pour l'abrogation de la réforme des retraites soumise au vote par le PC pour appeler à « *faire pression sur les députés* », un vote purement formel sans conséquence législative.

Même si cette journée pouvait être l'occasion de se rencontrer entre militant·es et grévistes pour discuter de la politique à mener, sa nature éclaire le cynisme qui règne au sein des directions syndicales qui appelaient à soutenir une résolution parlementaire du PC après avoir trahi le mouvement des retraites et capitulé devant Macron ! Une action dite symbolique pour soutenir un vote tout aussi symbolique d'une résolution votée par une majorité avec l'apport de voix du RN ! A la capitulation s'ajoute la confusion ! Quel symbole !

Il est clair que nous n'avons rien à attendre de cette gauche syndicale et politique. Celles et ceux qui veulent réellement défendre les intérêts de leur classe n'ont pas d'autre choix que de s'en donner les moyens en toute indépendance de la politique des directions des appareils à l'exemple des dockers de Marseille qui ont refusé de charger des livraisons d'armes pour Israël et sa guerre génocidaire.

La faillite du capitalisme ne nous laisse pas d'autre voie que la lutte pour le socialisme

Nous n'avons pas à nous résigner à la passivité des directions syndicales. Ce sont nos vies, notre avenir, celui des jeunes, de la société qu'il s'agit de défendre et de construire.

La faillite du capitalisme ne nous laisse pas d'autre issue que de nous organiser pour agir collectivement et définir une politique indépendante des jeux parlementaires et en rupture avec la collaboration de classe.

Les dirigeants économiques et politiques sont entièrement soumis aux intérêts de la minorité qui détient les rênes de la société, le capital. Seul leur importe d'accroître ou de préserver leur pouvoir, l'instrument de leur domination quoi qu'il en coûte à la majorité de la population qui ne peut vivre qu'en monnayant sa force de travail sans exploiter personne.

Les dirigeants du monde capitaliste, les milliardaires n'ont d'autre politique que la fuite en avant aveugle, les manœuvres pour nous diviser et la répression.

Leur système marche à la faillite et notre avenir dépend de notre capacité à préparer sa fin pour construire une autre société humaine, solidaire, fondée sur la coopération contre le nationalisme, la xénophobie, le racisme qui sèment la haine et dressent les êtres humains les uns contre les autres.

Le socialisme, le communisme ne sont pas des idées nouvelles, nombreux sont ceux qui voudraient nous convaincre qu'elles ont échoué. Non, pas plus que le capitalisme n'a pu dans le passé renverser l'ordre féodal en quelques décennies, le nouvel ordre social qui représente l'avenir de l'humanité n'a pu encore triompher bien que ce sont les luttes et le travail des exploités qui ont fait avancer la société malgré le parasitisme du capital.

Aujourd'hui, les transformations scientifiques, technologiques, culturelles sont suffisamment développées pour avoir unifié la planète et préparé la mondialisation des luttes pour changer le monde, construire une autre société fondée sur la coopération et la fraternité entre les travailleur.es et les peuples.

Yvan Lemaitre